

Bonjour,

Je suis intervenante à *Spectre de rue* dans le volet Service de consommation supervisée depuis quelques années. J'ai discuté avec certain.e.s usager.ère.s de notre organisme dans le but de relayer leurs témoignages auprès de votre instance. Iels m'ont exprimé leur vision de leur arrondissement, Ville-Marie, et de la place qui leur est accordée dans celui-ci.

Plusieurs ont souhaité proposer des pistes de solutions à la Ville qui les aideraient à vivre plus dignement. L'accès à des toilettes, des douches et des lavabos en dehors des organismes pour que celles-ci soient disponibles en tout temps et sans exclusions est primordial pour elleux. Une femme se demande s'il serait possible d'ouvrir les salles communautaires ou certains locaux vacants pour qu'iels puissent les utiliser sans être perçus comme étant nuisibles. Elle souligne par exemple la présence de clôtures depuis quelques semaines dans une cafétéria d'un centre de loisirs qu'elle utilisait pour se réchauffer, se détendre et faire chauffer ses plats dans les micro-ondes.

Au sujet des haltes chaleurs, iels ont toutes nommé à leur manière leurs réticences à les utiliser. Ces endroits, en n'étant pas permanents, ne permettraient pas d'avoir du personnel qualifié en intervention; les employé.e.s ne peuvent pas développer des aptitudes en intervention avec ces populations en quelques semaines. Iels soulignent le manque de bienveillance dans ces établissements. Il ne s'agirait pas de cas isolés, mais plutôt d'un constat global que les haltes chaleurs n'ont pas une approche qui correspondrait à leurs besoins autres que de survivre aux nuits glaciales. Dans certains établissements, il n'y aurait que la présence d'agent.e.s de sécurité qui n'ont qu'un mandat de surveillance et aucun.e intervenant.e qui permettrait d'offrir un peu de chaleur humaine. Certains soulignent une ambiance de jugement et de dynamique de pouvoir entre les agent.e.s et les personnes utilisant les haltes chaleurs. Iels aimeraient avoir accès à des

lits de camp et non seulement à des chaises offrant peu de confort. Iels souhaiteraient aussi avoir plus de lieux qui acceptent les divers états de consommations et moins de critères d'exclusions. Iels soulignent toutefois l'importance de l'existence de telles ressources, qui sauve des vies et qui permetts à ceux-ci de manger et de se réchauffer. Une femme a aussi relevé l'importance des navettes pour favoriser l'accès à ces ressources, surtout pour les personnes à mobilité réduite.

Au sujet des refuges permanents, ceux-ci répondraient généralement aux critiques soulignés plus haut. Cependant, iels nomment que les refuges sont souvent insalubres. Plusieurs ont des problèmes récurrents de vermines, de coquerelles et de punaises de lits. En général, les ressources qu'iels préfèrent sont celles où iels se sentent plus « chez-eux ». Ce sentiment serait plus présent dans des lieux plus petits, dans un décor moins institutionnel et dans une organisation ayant moins de procédures et règlements stricts. Iels soulignent vouloir garder leur autonomie et n'avoir pas l'impression de se faire infantiliser. Plusieurs ont aussi nommé que les procédures présentes dans les refuges peuvent nuire à leur processus d'insertion sociale. En effet, en ayant des « bed check » obligatoires en après-midi, les personnes doivent courir pour faire l'ensemble de leurs démarches le matin. Aussi, en ayant que de courts séjours disponibles, certains établissements ne permettent pas de réellement avancer dans ses démarches, car cela ne permet pas d'avoir une stabilité pour faire des suivis. Iels soulignent un changement dans les dernières années avec une augmentation de la présence d'agent.e.s de sécurité et de moins en moins d'intervenant.e.s. Certaines personnes ont raconté des situations violentes qu'elles ont vécues aux mains de ces personnes qui abusaient de leur pouvoir. Iels ressentent le manque de ressources des organismes communautaires pour répondre à l'ensemble de leurs demandes. Iels demandent donc plus de financement pour ces organismes qui offrent des services primordiaux. Bien entendu, iels aimeraient qu'il y ait plus de ressources à long terme, plus de logements sociaux pour qu'iels aient moins besoin d'utiliser les ressources d'urgence. Iels soulignent que

c'est seulement dans des ressources à long terme qu'il est possible de réellement avancer dans son insertion.

En dehors des recommandations concrètes, iels ont beaucoup parlé de sentiment d'inclusion ou plutôt de l'absence de celui-ci dans leur arrondissement. Deux des personnes avec qui j'ai discuté habitent le quartier depuis plus de 20 ans. Iels ont vu celui-ci changer et les rejeter de plus en plus. Un homme me raconte comment il allait prendre des cafés et qu'il était parfois invité à aller dîner avec des personnes logées alors que maintenant il ne ressent pas cette même volonté de créer des liens avec les personnes en situation de marginalisation. « Avant, je ne faisais pas juste quêter, je faisais partie du quartier », affirme ce dernier. Les personnes le reconnaissaient et s'arrêtaient pour lui parler. Il nomme aussi que les personnes logées sont moins tolérantes qu'avant et qu'elles venaient plus à leur défense avant. Un autre homme m'a raconté qu'il se sent souvent invisible dans les rues, les personnes ne veulent pas le regarder. Il se fait souvent complètement ignorer lorsqu'il essaie d'entrer en contact. Il remarque la peur que ceux-ci vivent lorsqu'il s'approche. Cette réalisation le blesse parce qu'il trouve que ces personnes jugent trop rapidement et généralise. « Le fait que je suis dans la rue, ça dit rien sur qui je suis, *maybe* juste sur les choix que j'ai faits », nomme celui-ci. Toutes les personnes à qui j'ai parlé soulignent que certains comportements sont nuisibles et ont de la compassion pour les personnes vivant dans le quartier. Iels étaient compréhensif.ve.s de leur préoccupation, mais soulignent qu'il y a un manque de connaissance qui crée cette peur souvent injustifiée. Deux personnes ont discuté de l'importance de créer des liens variés pour se « sortir de la rue ». Elles disent que c'est en étant incluses dans des organismes ou activités ne visant pas seulement les personnes en situation d'itinérance qu'elles se sentent les plus citoyennes et « normales ». C'est justement ce type de moment qui leur donne envie de modifier leur routine et de moins consommer.

Au sujet de la présence policière, iels ont tous remarqué une augmentation de celle-ci. Certains nomment une amélioration des pratiques, alors que d'autres relatent une augmentation de la surveillance et des tensions. Entre une fois, iels étaient tout de même très compréhensifs de la situation et soulignaient qu'avec l'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance, il serait normal d'augmenter aussi les effectifs policiers. Un autre homme souligne qu'il ressent la stigmatisation de ceux-ci. Il affirme que son apparence moins marginale le protège de plusieurs situations de discrimination, alors qu'il observe ses amis en vivre. Un autre plus critique de cette profession souligne sentir que son bien-être n'est pas considéré dans les interventions policières. Il sent que celles-ci sont « au service du reste de la société et non des personnes comme [lui] ». Une femme me nomme comment le système judiciaire nuit aussi à son insertion, car celui-ci n'est pas adapté aux personnes en situation de marginalisation à cause du manque d'adresse fixe, de téléphone stable, de cartes d'identité et d'accès aux boîtes de courriels.

Au sujet des campements, iels sont fortement contre les démantèlements systématiques renforcés actuellement. Iels nomment que cette décision a des impacts négatifs sur leur survie. Iels doivent souvent recommencer leurs démarches parce que leurs documents sont mis à la poubelle ou que leurs matériels de survie (tente, sac de couchage, bruleur) sont jetés. Iels affirment que c'est contre-productif, que ce type d'intervention coûte cher à la Ville et que ça épuise les ressources du communautaire qui doivent redonner du matériel. Une femme propose que si un campement n'empêche pas les autres personnes d'utiliser l'espace (loin des espaces pour enfants, ne bloque pas les transports par exemple), il ne devrait pas être démantelé. Elle aimerait même que des toilettes et des bacs de récupération de seringues y soient installés. Elle souligne qu'avec le support de la Ville, les personnes pourraient créer un espace sécuritaire, qui répond à leurs besoins.

Merci de m'avoir lu et de prendre en compte les réflexions des personnes ici mentionnées,

Léanne Tardif